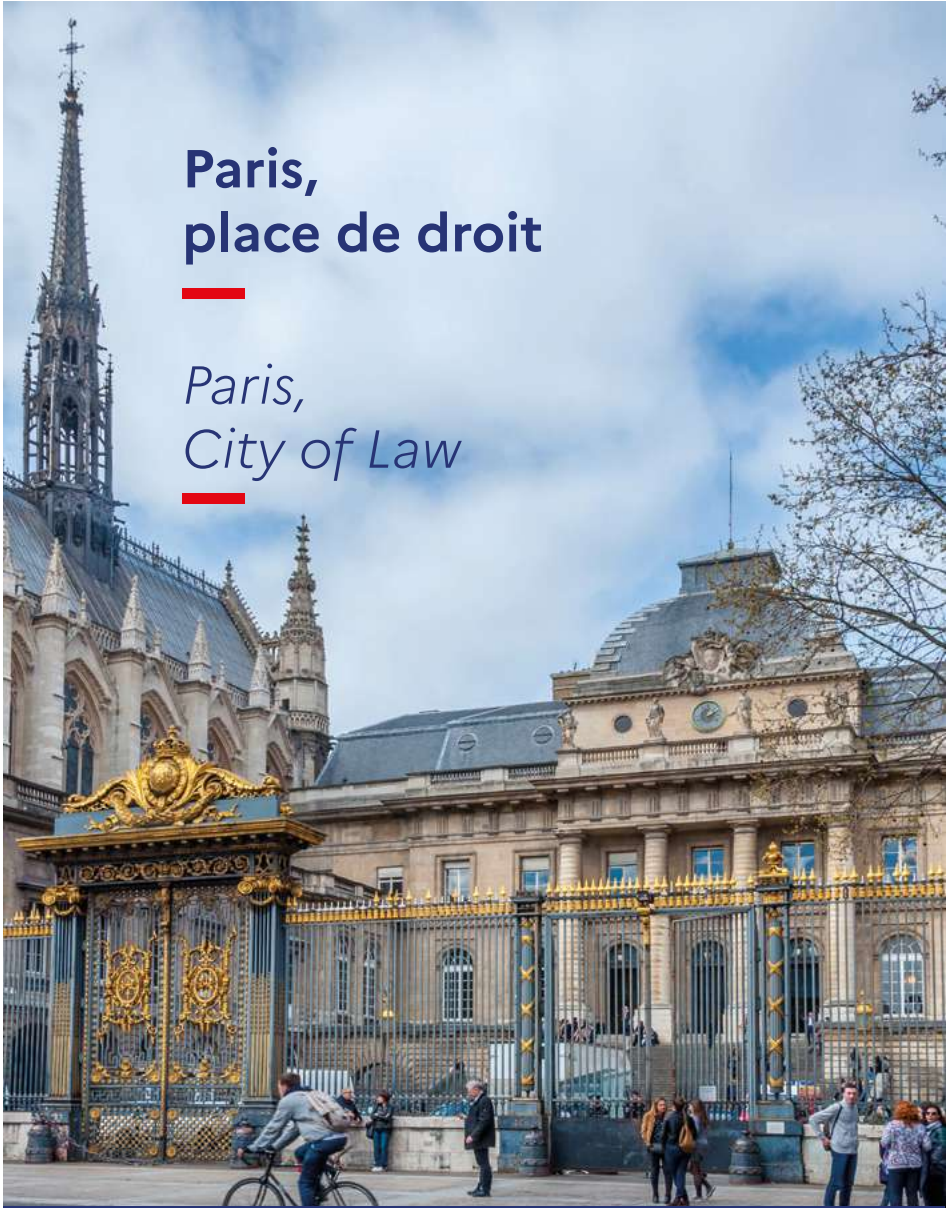


Paris, place de droit

*Paris,
City of Law*



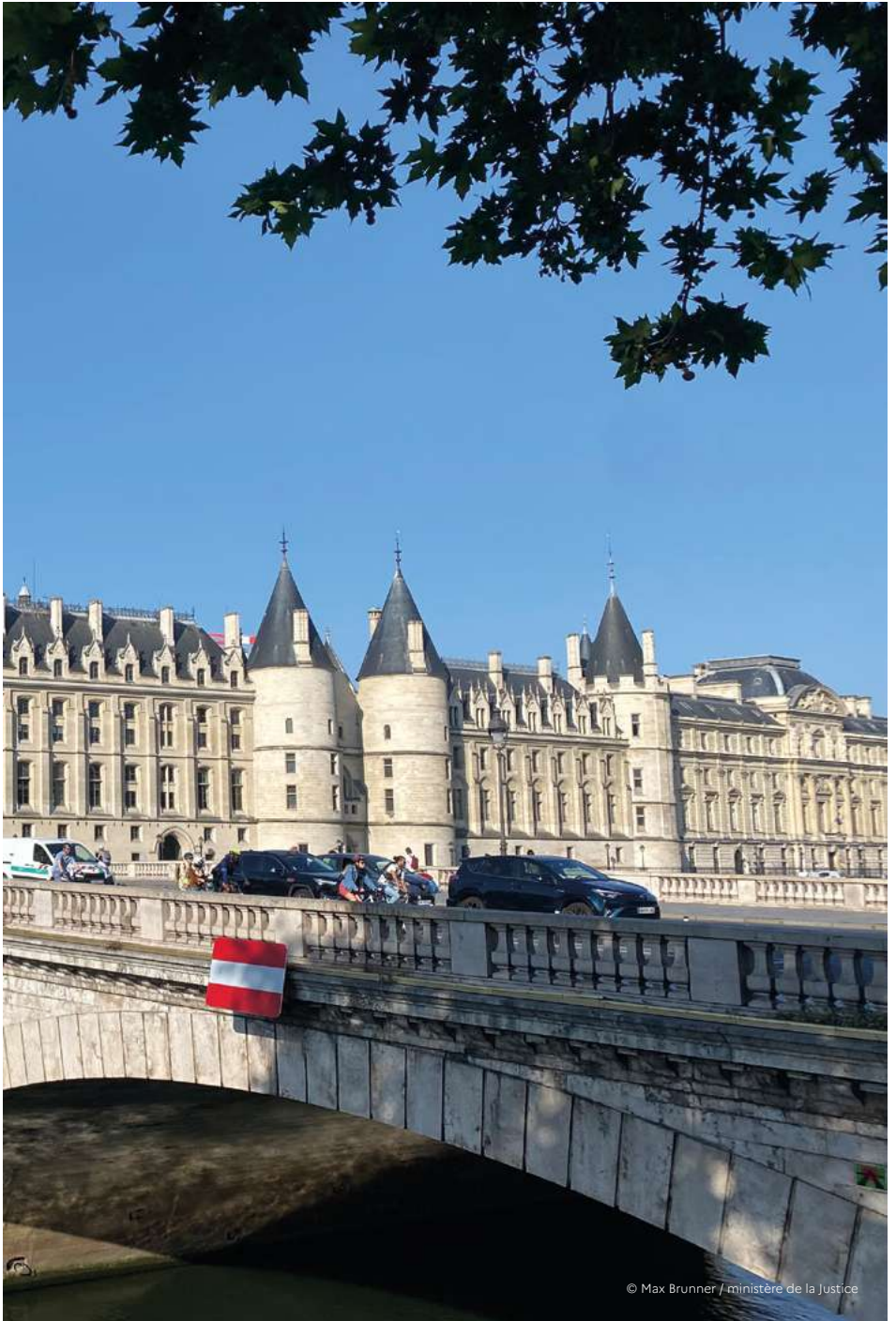
Regards sur l'arbitrage et la médiation
Insights into arbitration and mediation



Sommaire

Table of contents

Éditoriaux <i>Editorials</i>	6 - 13
Europe <i>Europe</i>	14 - 15
Juridictions <i>Courts</i>	16 - 19
Arbitrage <i>Arbitration</i>	20 - 23
Partenaires <i>Partners</i>	24 - 29
Formation <i>Training</i>	30 - 33
Contacts <i>Contact</i>	34 - 36



Paris, place de droit en chiffres

— Paris, City of Law in figures



1

Cour de cassation / Court of cassation

> **22 200 affaires civiles et pénales**
terminées en 2023

> *22,200 civil and criminal cases
completed in 2023*

> **301 magistrats / judges and prosecutors**



1

Cour d'appel / Court of Appeal

> **56 800 affaires civiles et pénales**
terminées en 2023

> *56,800 civil and criminal cases
completed in 2023*

> **380 magistrats / judges and prosecutors**



1

Tribunal judiciaire / Judicial court

> **104 500 affaires civiles et pénales**
terminées en 2023

> *104,500 civil and criminal cases
completed in 2023*

> **500 magistrats / judges and prosecutors**



1

Tribunal des activités économiques / Economic activities court

> **35 800 affaires (contentieux et procédures collectives)**
terminées en 2023

> *35,800 cases (disputes and business difficulties)
completed in 2023*

> **190 juges consulaires / judges**

Cour internationale d'arbitrage d'ICC

ICC International Court
of Arbitration

**Montant des affaires ICC : de 10 000
à plus de US\$ 53 milliards**

**Montant total des affaires en cours :
US\$ 354 milliards**

Total value of pending cases: US\$ 354 billion

Value of ICC cases: US\$10,000 to over US\$53 billion



34 188 avocats / lawyers



27 800 étudiants inscrits
en Droit / law students



Éditorial



La Justice et le droit sont des piliers fondamentaux pour favoriser le développement de nos sociétés et leur permettre de s'adapter aux défis de notre époque.

Gérald Darmanin

Ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice

La Justice et le droit sont des piliers fondamentaux pour favoriser le développement de nos sociétés et leur permettre de s'adapter aux défis de notre époque.

Dans le monde d'aujourd'hui, la compétition économique a gagné tous les secteurs d'activités y compris celui du droit.

De nombreuses initiatives ont été conduites pour mettre à l'honneur la place de Paris dans l'écosystème juridique international. Elles découlent de la volonté des autorités françaises et de tous les acteurs du droit de renforcer l'attractivité juridique de la France.

Les atouts de notre modèle continental de droit écrit, ancré dans le système juridique de l'Union européenne, constituent un environnement favorable pour les affaires.

Paris rayonne particulièrement en matière d'arbitrage international. Paris accueille de nombreuses institutions comme la Cour internationale d'arbitrage et une importante communauté de praticiens. Selon une étude de Paris Place d'Arbitrage, les retombées économiques de l'écosystème de l'arbitrage à Paris s'élèvent à 800 millions d'euros.

Le droit français de l'arbitrage s'est imposé par sa spécificité tenant à la fois à sa souplesse et sa prévisibilité. Les solutions adoptées par la Cour d'appel de Paris en matière d'arbitrage et de droit économique sont, avec la jurisprudence de la Cour de cassation, le socle sur lequel se construit aussi la médiation, alternative à la résolution des litiges à la fois moderne et source de sécurité juridique.

Quatorze ans après la dernière réforme de l'arbitrage et à la suite des conclusions du groupe de travail coprésidé par François Ancel, conseiller à la Cour de cassation, et Thomas Clay, professeur des universités, je proposerai prochainement des évolutions pour renforcer l'efficacité du droit de l'arbitrage, qui est un vecteur essentiel de l'attractivité de la France.

Editorial

Gérald Darmanin

Ministre d'État, Keeper of the Seals, Minister of Justice

Justice and law are fundamental pillars for promoting the development of our societies and enabling them to adapt to the challenges of our time.

In today's world, economic competition has gained ground in all sectors of activity including that of law.

Numerous initiatives have been undertaken to honour Paris's place in the international judicial ecosystem. They stem from the desire of French authorities and all law stakeholders to enhance France's legal attractiveness.

The assets of our written continental law model, anchored in the European Union judicial system, constitute a favourable environment for business.

Paris's outreach in the field of international legal arbitration is significant. The city is home to many institutions such as the ICC International Court of arbitration and a large community of practitioners. According to a Paris Arbitration study, the economic benefits of the arbitration ecosystem in Paris amount to 800 million euros.

French arbitration law gained recognition thanks to its specificity which comes from its flexibility as well as its predictability. The solutions adopted by the Paris Court of Appeal in terms of arbitration and economic law, along with the case law of the Court of Cassation, are the foundation on which is also built mediation, an alternative to dispute resolution which is both modern and a source of legal security.

Thirteen years after the last arbitration reform and following the conclusions of the working group co-chaired by François Ancel, advisor to the Court of Cassation and Thomas Clay, university professor, I will soon be proposing changes to make arbitration law more effective, as it is a key factor in France's attractiveness.

Justice and law are fundamental pillars for promoting the development of our societies and enabling them to adapt to the challenges of our time.



Éditorial



Éric Lombard

Ministre de l'Économie, des Finances
et de la Souveraineté industrielle et numérique

L'économie ne se pense plus sans le droit, non plus que le droit sans l'économie. La tendance était structurelle, mais la conjoncture géopolitique la rend plus évidente encore. C'est en ce sens que mon ministère se mobilise, plus intensément encore en ce début 2025, bien conscient des enjeux que pose un droit fort et juste au-delà du simple encadrement des pratiques et du règlement des litiges.

L'environnement juridique français est régulièrement salué comme un facteur d'attractivité, notamment pour les investisseurs étrangers. L'écrasante majorité des entreprises considère ainsi que notre sécurité juridique est équivalente ou supérieure à celle des autres pays européens (89% selon le Rapport AMCHAM-Bain 2025).

Mon action à la tête de ce ministère se fait au service de la compétitivité des entreprises, et requiert leur projection, leur protection mais aussi la simplification drastique de leur environnement. C'est en ce sens que mes prédécesseurs ont conduit les lois PACTE, ESSOC et

ASAP. En 2024, la loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France a très explicitement permis d'adapter notre droit aux nouveaux défis que représente la compétition internationale en matière économique et financière.

L'effort se poursuit en ce sens, avec notamment le projet de loi de simplification de la vie économique qui allège la charge des entreprises, et la simplification du droit des nullités qui sécurisera leurs décisions, évitant les effets en cascade. Même le champ du droit pénal économique intègre désormais ces enjeux stratégiques, sous le développement notamment des conventions judiciaires d'intérêt public, en matière de fiscalité, de probité comme d'environnement.

Nous déployons également des mesures bancaires et assurantielles, et œuvrons à une simplification prochaine du droit des procédures collectives qui puisse fusionner les procédures et renforcer la lisibilité pour les usagers.

Nous portons enfin nos exigences à l'échelle européenne, à la fois pour simplifier comme avec la directive CSRD, pour harmoniser, comme la négociation de la directive insolvabilité, pour faire converger le droit des États membres comme avec le projet d'Union des Marchés de Capitaux, ou pour garantir des conditions de compétition équitables requérant des exigences comparables pour toutes les entreprises.

Si notre droit devient plus simple, plus accessible, plus harmonisé et finalement plus compétitif, c'est parce que n'oublions pas qu'il ne vaut pas pour lui-même, mais comme instrument au service d'une économie prospère et durable, c'est-à-dire comme un instrument de liberté et d'attractivité qui ne renie jamais notre modèle.



Editorial

Éric Lombard

Minister of Economy, Finance and Industrial
and Digital Sovereignty

The economy can no longer be conceived without the law, nor can the law be conceived without the economy. This trend was structural, but the geopolitical situation makes it even more evident. This is why my ministry is mobilizing, even more intensely at the beginning of 2025, well aware of the challenges posed by strong and fair law, beyond the simple regulation of practices and dispute resolution.

The French legal environment is regularly hailed as a factor of attractiveness, particularly for foreign investors. The overwhelming majority of companies consider our legal certainty to be equivalent to or superior to that of other European countries (89% according to the AMCHAM-Bain 2025 Report). My work at the top of this ministry is focused on the competitiveness of businesses, and requires their projection and protection, as well as the drastic simplification of their environment.

It is with this in mind that my predecessors led the PACTE, ESSOC, and ASAP laws. In 2024, the law aimed at increasing business financing and the attractiveness of France very explicitly made it possible to adapt our law to the new challenges posed by international competition in economic and financial matters.

Efforts continue in this direction, with the draft Economic Simplification Bill, which eases the burden on businesses, and with the simplification of corporate annulment law, which would secure their decisions and avoid cascading effects. Even the field of white-collar criminal law now incorporates these strategic issues, notably through the development of public interest judicial agreements in matters of taxation, probity, and the environment.

We are also implementing banking and insurance measures and working toward the upcoming simplification of insolvency law, which could merge procedures and improve user cla-

rity. Finally, we are taking our demands to the European level, both to simplify, as with the EU's new framework for mandatory ESG disclosure (CSRD), to harmonize, as with the negotiation of the insolvency directive, to converge the laws of the Member States, as with the Capital Markets Union project, and to ensure fair competition conditions requiring comparable requirements for all businesses.

If our law becomes simpler, more accessible, more harmonized and ultimately more competitive, it is because we do not forget that law is not an end in itself, but a means to serve a prosperous and sustainable economy, that is to say as an instrument of freedom and attractiveness that remains true to our model.



Éditorial



Je suis fier d'être à la tête d'une diplomatie qui soutient l'ordre international fondé sur la règle de droit, la régulation des nouvelles technologies et la protection de l'environnement.

Jean-Noël Barrot

Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Dans un monde complexe et incertain, la France s'engage activement en faveur de la résolution pacifique des conflits, de la consolidation de l'ordre juridique international et du renforcement des institutions multilatérales.

Le réseau du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères est mobilisé afin de promouvoir la règle de droit dans le respect de la diversité des systèmes juridiques et s'engage pour un ordre mondial plus juste incarnant les principes et valeurs de l'État de droit et de respect des droits de l'Homme.

Paris est reconnue comme une capitale mondiale du droit et de l'arbitrage. Elle le doit à la qualité de ses institutions et de ses décisions, à son efficacité démontrée dans la résolution des différends commerciaux internationaux, à l'investissement et l'expérience des femmes et des hommes y exerçant une profession juridique, cette reconnaissance est renforcée par des réformes visant à garantir la transparence, l'efficacité et la prévisibilité des décisions.

Je suis fier d'être à la tête d'une diplomatie qui soutient l'ordre international fondé sur la règle de droit, la régulation des nouvelles technologies et la protection de l'environnement. Notre objectif est de garantir un droit souple, protecteur, capable de répondre à l'évolution de notre monde et aux grands défis stratégiques, économiques, environnementaux et sociétaux auxquels nous sommes confrontés.

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères défend activement la place de Paris comme place de droit et d'arbitrage, faisant de la France un acteur clé pour la justice, la paix et la sécurité internationales.

Editorial

Jean-Noël Barrot

Minister for Europe and Foreign Affairs

In a complex and uncertain world, France actively fosters peaceful resolution of conflicts, consolidation of the international legal order and stronger multilateral institutions.

France's diplomatic network is working to promote legal rules taking into account the diversity of legal systems and is committed to a fairer international order that embodies the principles and values of the rule of law and human rights.

Paris is renowned as a global capital for law and arbitration, thanks to the quality of its institutions and rulings, its proven effectiveness in resolving international trade disputes, and the commitment and experience of its legal professionals. This renown has been boosted by reforms guaranteeing the transparency, efficiency and predictability of rulings.

I am proud to lead a diplomatic service that supports the rules-based international order, regulation of new technologies and environmental protection. Our aim is to guarantee flexible, protective law that addresses developments in our world and the major strategic, economic, environmental and societal challenges we face.

The Ministry for Europe and Foreign Affairs actively promotes Paris as a venue for law and arbitration, making France a key player in international justice, peace and security.

I am proud to lead a diplomatic service that supports the rules-based international order, regulation of new technologies and environmental protection.





LA PAROLE À ...

Christophe Soulard

Premier Président de la Cour de cassation

Rémy Heitz

Procureur général près la Cour de cassation



La Cour de cassation occupe une position centrale sur la carte des nombreux atouts juridiques de la place de Paris. En tant que cour supérieure, elle garantit la sécurité juridique et l'unité d'interprétation du droit pour tous. En arbitrage, son contrôle assure la prévisibilité et renforce l'internationalisation du cadre juridique français, avec une moyenne annuelle de 30 décisions rendues en arbitrage, portée à 46 en 2024, notamment sous l'impulsion de juges experts au sein de groupes de travail spécialisés. En médiation, elle accompagne l'évolution des pratiques judiciaires et promeut la reconnaissance des modes alternatifs de règlement des différends.

Forte de son ancrage historique de plusieurs siècles et de son ouverture aux pratiques internationales, comme le suggère son implication dans le Groupement Européen des Magistrats pour la Médiation, la Cour de cassation s'inscrit dans une dynamique d'excellence et conforte Paris comme un centre majeur pour la résolution des litiges.

BY ...

Christophe Soulard

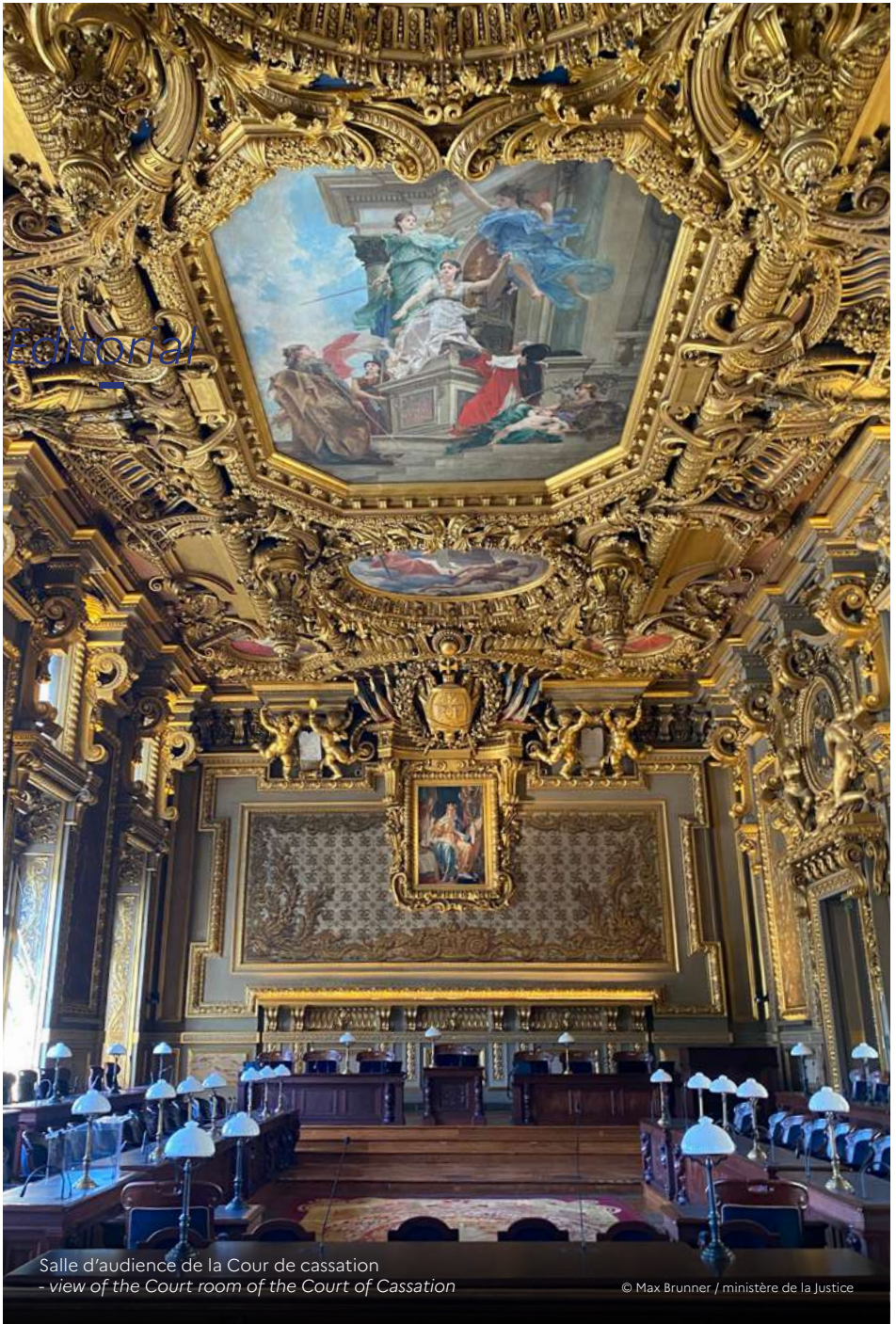
First President, French Court of cassation

Rémy Heitz

Prosecutor General, French Court of cassation

The Cour de cassation occupies a central position on the map of Paris' many judicial assets. As a superior court, it guarantees legal certainty and unity of interpretation of the law for all. In arbitration, its control ensures predictability and reinforces the internationalization of the French legal framework, with an annual average of 30 arbitration decisions, rising to 46 by 2024, handled by expert judges within specialized working groups. In mediation, it supports changes in judicial practices and promotes the recognition of alternative dispute resolution methods.

Drawing on its centuries-old historical roots and its openness to international practices, as suggested by its involvement in the European Judges Group For Mediation (GEMME), the Cour de cassation is committed to a dynamic of excellence, consolidating Paris as a major center for dispute resolution.



Éditorial

Salle d'audience de la Cour de cassation
- view of the Court room of the Court of Cassation



La France, État membre de l'Union européenne

La place de Paris bénéficie du cadre juridique harmonisé mis en place dans l'Union européenne. Il est fondé sur des valeurs telles que l'État de droit et le principe de confiance mutuelle. Ces principes régissent les relations entre les 27 États membres et sont au cœur du mécanisme de reconnaissance de plein droit et d'exécution simplifiée des décisions. Une décision rendue par une juridiction française, c'est une décision qui circulera librement dans les autres États membres. Cette pleine intégration dans l'Union européenne renforce la sécurité juridique pour les entreprises, réduit le coût et simplifie les procédures.

En accueillant le siège du Parlement européen à Strasbourg, ainsi que celui de plusieurs agences européennes dont à Paris l'Autorité européenne des marchés financiers et l'Autorité bancaire européenne, la France agit également pour construire les grandes régulations de demain.



France, Member State of the European Union

The Paris financial centre benefits from the harmonised legal framework adopted within the European Union. It promotes and relies on core values such as the rule of law and the principle of mutual trust. These principles govern relations between the 27 Member States and are the raison d'être of automatic recognition and simplified enforcement of judgments. A decision handed down by a French court will circulate freely in the other Member States. This full integration into the European Union increases legal certainty for businesses, reduces costs and simplifies procedures.

By hosting the headquarters of the European Parliament in Strasbourg, as well as those of several European agencies including the European Securities and Markets Authority in Paris, France is also taking action to build the major regulations of tomorrow.

Paris, siège du tribunal de première instance de la juridiction unifiée du brevet

Lancée le 1er juin 2023, la juridiction unifiée du brevet (JUB), qui comprend actuellement 18 États membres de l'Union européenne, a été créée pour connaître des affaires de contrefaçon et de validité des brevets unitaires ainsi que des brevets européens. Le tribunal accueille régulièrement des délégations institutionnelles et des experts du domaine juridique du monde entier, témoignant de son importance au sein du paysage judiciaire européen. Paris est fière d'accueillir le siège du Tribunal de première instance de la JUB, de sa division centrale et de la division locale française.

Paris, seat of the Court of first instance of the Unified Patent Court

Launched on 1 June 2023, the Unified Patent Court (UPC), currently comprising 18 EU Member States, was established to handle cases related to infringement and validity of unitary patents and European patents. The Court regularly welcomes institutional delegations and legal experts from around the world, highlighting its significance within the European judicial landscape. Paris is proud to host the seat of the UPC's Court of First Instance, its central division, and the French local division, reinforcing its key role in European patent litigation.



© Max Brunner / ministère de la Justice

Prestation de serment des juges légaux du Tribunal de première instance et des juges techniques de la Juridiction unifiée du brevet dans la 1^{ère} chambre civile de la cour d'appel de Paris le 1^{er} juin 2023

Oath taking of the legally qualified judges of the Court of First Instance and of the technically qualified judges of the Unified Patent Court, which took place in the 1st Civil chamber hearing room of the Court of appeal of Paris on June 1st, 2023.

La Cour d'appel de Paris

La chambre commerciale internationale et le pôle économique et commercial de la cour d'appel de Paris : une offre de premier plan pour la résolution des litiges économiques

Avec ses 14 chambres spécialisées, le pôle économique et commercial de la cour d'appel de Paris propose une offre efficace et globale de résolution des litiges. Réunissant des juges dotés d'une solide expérience et d'une compétence éprouvée, il répond aux besoins des acteurs économiques, notamment pour le traitement des affaires les plus complexes.

En son sein, la chambre commerciale internationale (CCIP-CA) est dédiée aux affaires mettant en jeu les intérêts du commerce international, pour le traitement desquelles elle offre un cadre procédural sur mesure. Consacrant plus de la moitié de son activité aux recours exercés en matière d'arbitrage international, elle est un acteur incontournable du monde de l'arbitrage international.

Tenant compte de la place grandissante des enjeux de responsabilité sociétale en droit des affaires, le pôle a créé en 2024 une nouvelle chambre consacrée aux contentieux émergents, qui permettra de rendre plus lisible la jurisprudence, particulièrement en matière de devoir de vigilance.

Cette nouvelle chambre vient compléter l'offre proposée par la cour d'appel de Paris qui, de longue date, s'est vue reconnaître des compétences nationales exclusives dans de nombreux domaines (marques de l'Union européenne, brevets, pratiques restrictives de concurrence, pratiques anti-concurrentielles, OPA).

The International Commercial Chamber and the Economic and Commercial Division of the Paris Court of Appeal: a leading service for resolving commercial disputes

With 14 specialized chambers, the Economic and Commercial Division of the Paris Court of Appeal provides a global and efficient range of dispute resolution services. Bringing together judges with solid experience and proven expertise, it meets the expectations of economic actors, particularly when it comes to dealing with the most complex cases.

The International Commercial Chamber (ICCP-CA) is dedicated to cases where international trade interests are at stake. It offers the parties a tailor-made procedure. With more than half of its activity devoted to international arbitration review, the ICCP-CA is a key player on the international arbitration scene.

Considering the growing issues of corporate sustainability, the Court created a new chamber in 2024 dedicated to emerging litigation, which will enhance the legibility of the court's decisions, particularly in relation to corporate sustainability due diligence.

La procédure devant la CCIP-CA, c'est :

- une mise en état dynamique assurant la prévisibilité du calendrier de la procédure
- un usage libre de l'anglais lors des audiences comme pour la production des pièces
- la possibilité de faire entendre les parties, les témoins et les experts, et de procéder à des interrogatoires croisés

This new chamber completes the range of services offered by the Paris Court of Appeal, which has long had exclusive national jurisdiction in a number of areas (EU trademarks, patents, restrictive practices, anti-competitive practices, takeover bids).

Proceedings before the ICCP-CA offer:

- a dynamic case management procedure ensuring a predictable timetable for the proceedings
- the free use of English at hearings and for the production of documentary evidence
- the possibility of hearing and cross-examining the parties, witnesses and experts



Nouvelle salle d'audience de la chambre commerciale internationale de la cour d'appel de Paris
New courtroom of the International Commercial Chamber of the Paris Court of Appeal

© HélènePeter

La Chambre internationale du tribunal des activités économiques de Paris

La justice commerciale en France date de 1563. Le tribunal des activités économiques de Paris s'est installé en 1865 dans son palais de l'île de la Cité. La chambre internationale du tribunal des activités économiques de Paris comprend 9 juges confirmés, tous bilingues et dotés d'une solide expérience internationale. Depuis 2018, cette chambre a développé une pratique d'audience marquée par l'utilisation de langues étrangères, notamment anglaise, l'audition de témoins ou experts, et l'interrogation éventuelle de ces derniers par les parties. Au cours de chacune des trois dernières années, elle a traité plus de 200 affaires dont au moins une des parties était de nationalité étrangère.

The International economic activities court of Paris

The commercial justice system in France dates back to 1563. The economic activities court of Paris was in 1865 in its palace on the Ile de la Cité. The International Chamber of the Paris economic activities court comprises 9 senior judges, all of whom are bilingual and have international experience. Since 2018, this chamber has developed a use of foreign languages, particularly English, the hearing of witnesses or experts, and their possible questioning by the parties. In each of the last three years, it has handled more than 200 cases in which at least one of the parties was a foreign national.

Le tribunal judiciaire de Paris



Le tribunal judiciaire de Paris est la plus grande juridiction de France avec 372 juges professionnels, 88 salles d'audience équipées des dernières technologies et environ 80 procès ou audiences chaque jour de la semaine. Chaque année, il reçoit environ 70 000 affaires civiles nouvelles, dont plus de 70 % seront, en définitive, jugées au fond par un tribunal composé d'un ou de trois juges. Un dossier civil complexe mettra entre 12 et 18 mois à être tranché, sous le contrôle d'un juge de la mise en état qui coordonne les échanges entre les parties. Une offre riche de résolution alternative des différends est proposée ainsi que des audiences de référé pour des mesures provisoires à très bref délai.

Les litiges internationaux sont au cœur des contentieux que traite le tribunal de Paris.

Parmi eux, la juridiction parisienne dispose notamment d'une compétence exclusive en matière d'arbitrage international. Les fonctions de juge d'appui sont déléguées depuis plusieurs années au magistrat coordonnateur du pôle des affaires économiques et commerciales. Le tribunal de Paris connaît ensuite, en aval de la sentence, des affaires de responsabilité arbitrale.

Les juges parisiens disposent encore de compétences exclusives dans certains contentieux de propriété intellectuelle, notamment en matière de brevets. Les neuf magistrats qui traitent de ces contentieux, ont également à cœur de développer la médiation, y compris dans les litiges internationaux dont ils sont saisis, et désignent régulièrement des médiateurs du centre de médiation de l'OMPI par exemple.

Enfin, le devoir de vigilance, contentieux émergent, relève également de la compétence de la juridiction parisienne, qui s'est dotée, en septembre 2024, d'une 34^{ème} chambre civile compétente en matière de régulation sociale, économique et environnementale.

The Judicial court of Paris

The central Paris court of first instance is the largest French court with 372 professional judges, 88 state of the art courtrooms and approximately 80 trials or hearings each day. 70 000 civil claims are filed a year of which more than 70% of these filings will result in judgments on the merits by a single judge or a panel of three judges. A complex civil claim takes, on average, 12 to 18 months to be fully resolved, after efficient case management in the shadow of a special appointed master. Proactive Alternative Dispute Resolution is also offered to the parties as well as emergency interim proceedings for measures at very short notice.

International disputes are at the heart of litigations handled by the Paris court.

Among those claims, the Paris court has exclusive jurisdiction over international arbitration. The functions of support judge have been delegated for several years to the coordinating magistrate of the economic and commercial affairs division. After the arbitration, the Paris Court then hears cases involving liability.

Parisian Judges still have jurisdiction exclusive competence in certain intellectual property disputes, in particular regarding patents. The nine judges of the 3rd chamber who handle these cases are committed to developing mediation, including in international disputes, and to this end regularly appoint mediators from the WIPO mediation centres for instance.

Finally, the emerging dispute regarding due diligence also falls within the jurisdiction of the Paris Judicial Court, which created, in September 2024, a 34th civil chamber dealing with Corporate Social Responsibility (CSR).

Le parquet national financier

Le parquet national financier (PNF) a été créé en 2013 pour poursuivre les faits de fraude fiscale complexe, d'atteintes à la probité, aux marchés financiers et à la concurrence. Il supervise l'action des services d'enquête et coopère avec de nombreux Etats étrangers afin de collecter les preuves des infractions. Il met en œuvre les poursuites devant le tribunal correctionnel (97 condamnations en 2024) mais également des procédures négociées. Composé de 20 magistrats, son action permet de renforcer la régulation des activités économiques et de favoriser une plus juste compétition entre les acteurs.

The National Financial Prosecutor's Office

The National Financial Prosecutor's Office (PNF) was created in 2013 to prosecute complex tax fraud, offenses against probity, financial markets and competition. It oversees the work of the investigative services and cooperates with numerous foreign states to gather evidence of offenses. It prosecutes cases before the criminal courts (97 convictions in 2024), as well as negotiated procedures. Comprising 20 magistrates, its action strengthens the regulation of economic activities and promotes fairer competition between companies.



Escalier central du tribunal judiciaire de Paris
Central staircase of the Judicial Court of Paris

ICC, institution leader mondial en arbitrage

La Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale (ICC), avec son siège à Paris et des équipes à New York, Sao Paolo, Abu Dhabi, Hong Kong et Singapour, a administré plus de 29 000 affaires depuis sa création en 1923. Elle reçoit, chaque année, plus de 800 nouveaux arbitrages.

Paris, qui abrite le siège international d'ICC est la place leader en arbitrage international, grâce à un droit français innovant et favorable à l'arbitrage, des tribunaux spécialisés respectueux des sentences arbitrales, ainsi qu'à une communauté internationale dynamique de praticiens et d'arbitres expérimentés.

Depuis 2008, le Centre d'audience d'ICC offre des espaces d'audience sur mesure et bénéficie d'une réputation inégalée d'excellence de service pour tous types d'audiences bénéficiant de la confiance de nombreux cabinets d'avocats, de sociétés, d'Etats, d'entités publiques et d'arbitres.

Le Centre d'audiences d'ICC est conforme aux normes françaises les plus strictes en matière de sécurité et de sûreté des bâtiments publics, avec une certification ERP (« Établissement Recevant du Public»). Il est conçu pour faciliter l'accès des personnes à mobilité réduite, conformément à l'engagement d'ICC en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap dans l'arbitrage international et les modes alternatifs de règlement des différends.



© Andrew McLeish

ICC, world's leading arbitral institution

The International Court of Arbitration® of the International Chamber of Commerce (ICC) is the world's leading arbitral institution. With headquarters in Paris and offices in New York, Sao Paolo, Abu Dhabi, Hong Kong and Singapore, it has administered over 29,000 cases worldwide since the creation of the ICC Court in 1923. Every year, it receives over 800 new arbitrations.

Home to ICC's International Headquarters, Paris is a leading arbitral centre and seat thanks to its innovative, arbitration-friendly French legal system, specialised courts that respect arbitral awards and a thriving international community of experienced practitioners and arbitrators.

Since 2008, the ICC Hearing Centre provides custom-built hearing spaces and has enjoyed unparalleled reputation for service excellence for all types of hearings, trusted by a broad range of law firms, corporates, states, state-owned enterprises, and arbitrators.

The ICC Hearing Centre is built to the highest French security and safety standards for public buildings with dedicated ERP ("Établissement Recevant du Public") certification. It has been designed to facilitate access for guests with reduced mobility, in line with ICC's commitment to disability inclusion in international arbitration and Alternative Dispute Resolution.



© ICC Hearing Centre/Crédit photo : Andrew Wheeler

La Paris Arbitration Week (PAW) : promouvoir l'arbitrage international à Paris

Fondée en 2017 par des praticiens parisiens sous l'impulsion de 4 institutions d'arbitrage (la Chambre de Commerce Internationale, le Comité Français de l'Arbitrage, l'Association Française d'Arbitrage et Paris Place d'Arbitrage), la PAW œuvre pour le rayonnement de la place de Paris et la diffusion de la pensée juridique française, en organisant chaque année une semaine dédiée à l'arbitrage réunissant plus de 10 000 praticiens de différents horizons (avocats, experts, magistrats, arbitres, représentants d'institutions d'arbitrage, d'organisations internationales ou d'associations, juristes d'entreprises, tiers financeurs, etc.).

En 2024, la PAW comptait 189 partenaires ayant organisé 187 événements qui enregistraient 25 000 inscriptions. 121 nationalités étaient représentées.

L'événement se déroulera cette année de nouveau sous le haut patronage du Garde des Sceaux et comptera notamment comme partenaires la Cour de cassation, la Cour d'appel de Paris et le Tribunal judiciaire de Paris.

Selon une étude réalisée par un cabinet d'experts de renommée internationale pour Paris place d'arbitrage, les retombées économiques de l'arbitrage à Paris s'élèvent à hauteur de 800 millions d'euros par an.

Paris Arbitration Week (PAW): promoting international arbitration in Paris

Founded in 2017 by Parisian practitioners driven by 4 arbitral institutions (International Chamber of Commerce, Comité Français de l'Arbitrage, l'Association Française d'Arbitrage et Paris Arbitration-the Home), PAW strives for the development of Paris as "place de droit" and the transmission of French law by organizing, each year, a full week dedicated to arbitration which gather more than 10 000 participants from different legal horizons (lawyers, experts, judges, arbitrators, judges, representatives of arbitration institutions, international organizations or associations, in-house counsel, third party funders, etc.).

In 2024, PAW had 189 partners which organized 187 events with 25 000 registrations. 121 nationalities were represented.

This year again, PAW will be placed under the high patronage of the Ministry of Justice and will count as partners the Cour de Cassation, the Paris Court of Appeal and Paris judicial court.

According to a study carried out by an international business consulting firm for Paris Place d'Arbitrage (Paris, Home of International Arbitration), the economic impact of arbitration in Paris is estimated to amount to EUR 800 million per year.



Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

Le CIRDI est une organisation internationale dédiée au règlement des différends en matière d'investissement international entre États et investisseurs étrangers, par la conciliation, la médiation et l'arbitrage. Créé en 1966 par une Convention qui vise à encourager les flux d'investissements internationaux, le CIRDI compte 158 États membres et fait partie du groupe de la Banque mondiale. Le CIRDI a administré plus de 1000 affaires et une grande partie de ses audiences ont lieu à Paris, notamment dans les locaux de la Banque mondiale.

International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID)

ICSID is an international organization dedicated to the settlement of international investment disputes between States and foreign investors, through conciliation, mediation, and arbitration. Created in 1966 by a Convention designed to foster international investment flows, ICSID has 158 Member States and is part of the World Bank Group. ICSID has administered over 1000 proceedings and a large part of its hearings take place in Paris, including in the World Bank premises.

Cour permanente d'arbitrage (CPA)

Établie en 1899 pour faciliter le règlement des différends entre États, la CPA s'est transformée en une institution arbitrale moderne capable de répondre aux besoins changeants de la communauté internationale. Aujourd'hui, la CPA propose des services pour le règlement des différends impliquant des États, des entités étatiques, des organisations intergouvernementales et des parties privées. Près de 800 affaires, dont plus de 50 à Paris ont été administrées par la CPA. Les activités croissantes de la CPA à Paris confortent le statut incontournable de cette place d'arbitrage.

Permanent Court of Arbitration (PCA)

Established in 1899 to facilitate dispute resolution between states, the PCA has developed into a modern arbitral institution capable of meeting the evolving needs of the international community. Today the PCA provides services for the resolution of disputes involving states, state entities, intergovernmental organizations, and private parties. It has administered almost 800 cases to date, with over 50 taking place in Paris. The PCA's growing activities in Paris reflect its status as a key centre for arbitration.

Delos Dispute Resolution

Basée à Paris, présente à l'international, Delos est une institution mondiale d'arbitrage qui aide les parties à résoudre leurs différends de manière équitable, rapide et proportionnée. Delos offre aussi des formations reconnues et a emmené la création au cœur de Paris d'un centre d'audience d'arbitrage et de médiation début 2024, avec 4 salles d'audience et services de pointe associés.

Delos Dispute Resolution

Headquartered in Paris with teams around the world, Delos is a global arbitration institution that helps parties resolve their disputes fairly, swiftly and proportionately. Delos also offers acclaimed training courses and sponsored the opening in the heart of Paris of an arbitration and mediation hearing centre in early 2024, with 4 state-of-the-art hearing rooms and associated services.



La Chambre arbitrale internationale de Paris

La Chambre arbitrale internationale de Paris (CAIP) est une institution à but non-lucratif ayant administré, depuis 1926 plus de 40 000 arbitrages internes et internationaux. La CAIP offre aux opérateurs économiques des solutions efficaces pour le règlement de leurs différends à des coûts maîtrisés, tout en assurant le respect du droit.

The International Arbitration Chamber of Paris

The International Arbitration Chamber of Paris (CAIP) is a non-profit institution that has administered over 40,000 domestic and international arbitrations since 1926. CAIP offers efficient solutions to economic operators for the resolution of their disputes at reasonable costs, while ensuring compliance with the law.

La Chambre arbitrale maritime de Paris

La Chambre arbitrale maritime de Paris est une institution privée et indépendante, ayant pour vocation d'organiser et de gérer des procédures d'arbitrage portant sur des litiges liés au commerce maritime international. Son règlement respecte les dispositions du Code de Procédure Civile Français. Il est conforme aux principes directeurs de la procédure française.

The arbitration Chamber maritime of Paris

The arbitration Chamber maritime of Paris is a private and independent institution, its purpose being to organize and manage arbitration proceedings concerning disputes related to international maritime trade. Its arbitration Rules are in compliance with the Procedural Code of French Civil Law. It's in accordance with the procedures designated by French law.

Paris, capitale économique

La région capitale est le premier pôle d'affaires d'Europe, comptant plus d'1,4 million d'entreprises pour 31% du PIB national. Elle est à la 4^e place mondiale en nombre de projets d'investissements directs étrangers en recherche et développement, clé pour s'adapter aux enjeux contemporains. Au cœur de cette activité, le droit et la diversité des professions juridiques de la place de Paris assurent la confiance entre les acteurs et la compétitivité.

Avec 42% des professionnels du droit en France, près de 70 cabinets d'avocats internationaux et plusieurs organisations internationales, la région bénéficie d'une attractivité juridique aux retombées économiques transversales, du secteur du droit à l'hôtellerie et l'événementiel.

Fondation pour le droit continental : un lieu d'action et de réflexion au service du droit continental

La Fondation pour le droit continental a pour objectif de faire du droit un axe stratégique au service des acteurs juridiques et économiques, pour renforcer leur compétitivité et leur capacité d'innovation. Elle mène des travaux au plan européen et international et anime chaque année l'université d'été du droit continental. Dans le cadre de ses actions de coopération juridique internationale, elle est appelée régulièrement à échanger sur les pratiques françaises comme celles du droit de l'arbitrage et de la médiation que les pouvoirs publics ont su rendre attractif au fil des années.



Les directions juridiques françaises

Il existe plus de 20000 juristes d'entreprise en France, principalement à Paris. L'association Française des Juristes d'Entreprise (AFJE) et le Cercle Montesquieu unissent cette profession autour d'objectifs clés :

- Valoriser la fonction de Directeur Juridique au sein des entreprises et des institutions publiques.
- Maintenir des normes éthiques élevées.
- Offrir des formations pour le développement des compétences.

Les deux associations sont engagées dans la modernisation du domaine juridique. En collaboration avec les parties prenantes, y compris les autorités publiques et les acteurs de la legaltech, elles œuvrent à la construction d'une industrie juridique d'excellence, compétitive et apte à anticiper les grands défis contemporains.

> **1^{er}**

pôle d'affaires
d'Europe

> **1,4 million**

d'entreprises pour
31% du PIB national.

Paris, a world-leading economy

The Paris region is Europe's first business hub, with more than 1.4 million companies accounting for 31% of France's GDP. Worldwide, Paris ranks 4th for the number of foreign direct investment projects in research and development, which is key for adapting to contemporary challenges. At the heart of this ecosystem, law and the diversity of legal practitioners in the Paris area foster trust among players and secure competitiveness.

With 42% of legal professionals in France, nearly 70 international law firms, and several international organizations, the region benefits from legal attractiveness with cross-sector economic impacts, from the legal industry to hospitality and events.

Foundation for Continental Law: a place for action and reflection in the service of civil law

The aim of the Foundation is to make the law a strategic tool for legal and economic players, in order to boost their competitiveness and capacity for innovation. It carries out work at European and international level and organises the annual civil law summer school. As part of its international legal cooperation activities, the Foundation is regularly called upon to discuss French practices, such as arbitration and mediation, which the French public authorities have made attractive over the years.



French legal departments

There are over 20,000 in-house lawyers in France, mainly in Paris. Association Française des Juristes d'Entreprise - AFJE and Cercle Montesquieu unite this profession with key objectives:

- Elevate the role of In-House Counsel in corporations and government.
- Uphold ethical standards.
- Provide training for skill development.

Both associations are committed to modernizing the legal field. In collaboration with stakeholders, including public authorities and legaltechs, they are building a legal industry of excellence, competitive and capable of anticipating today's major challenges.

>1st

Europe's
business hub

>1.4 million

companies for 31%
of national GDP.



L'avocat ouvert sur le monde

Avec plus de 77 350 avocats répartis dans 164 barreaux en France, la profession d'avocat joue un rôle central dans le paysage juridique national. Le barreau de Paris, à lui seul, regroupe près de 34 000 avocats, dont 1 434 exercent principalement à l'étranger et 2 300 sont inscrits simultanément dans 82 barreaux étrangers.

Grâce à une formation exigeante et une sélection rigoureuse, les avocats français garantissent une expertise de haut niveau dans un cadre juridique sécurisé et propice aux investissements et aux affaires. Le strict respect des règles déontologiques renforce cette fiabilité.

Paris, véritable hub juridique et économique, attire un grand nombre d'affaires transfrontalières et de nombreux cabinets d'affaires, notamment internationaux. Les avocats parisiens se distinguent particulièrement en contentieux international, en arbitrage et dans les modes alternatifs de règlement des litiges, dont la médiation.

Le barreau de Paris contribue au rayonnement juridique international en organisant des événements d'envergure. Après les Congrès de l'IBA en 2023 et de l'UIA en 2024, la capitale accueillera les World City Bar Leaders et la session plénière du Conseil des barreaux européens en 2025. Toujours à l'avant-garde des grands enjeux, le barreau de Paris se mobilise lors du Sommet sur l'intelligence artificielle 2025 en partenariat avec le Stanford Cyber Policy Center.

Les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, aussi appelés avocats aux Conseils, représentent les justiciables devant les Cours supérieures françaises. Ce sont des juristes d'excellence, pluridisciplinaires, spécialistes de la procédure de cassation et dotés d'une forte déontologie.

A Legal Profession Open to the World

With over 77,350 lawyers practicing across 164 Bar associations in France, the legal profession plays a central role in the country's legal landscape. The Paris Bar alone counts nearly 34,000 lawyers, including 1,434 who primarily practice abroad and 2,300 who are also registered with 82 foreign Bars.

Thanks to rigorous training and a selective admission process, French lawyers offer top-tier expertise within a secure legal framework that promotes investment and business growth. Their strict adherence to ethical standards reinforces their credibility.

As a global legal and economic hub, Paris attracts numerous cross-border cases every year and many business law firms, including international ones. Parisian lawyers are particularly recognized for their expertise in international litigation, arbitration, and alternative dispute resolution, especially mediation.

The Paris Bar plays an active role in shaping the international legal landscape by organizing high-profile events. Following the IBA Congress in 2023 and the UIA Congress in 2024, Paris will host the World City Bar Leaders in 2025, along with the plenary session of the Council of European Bars and Law Societies. Always at the forefront of major global challenges, the Paris Bar will also take part in the Artificial Intelligence Summit 2025, in partnership with the Stanford Cyber Policy Center.

« Avocats au Conseil d'État et à la Cour de Cassation », also known as « avocats aux Conseils », represent individuals before the French highest courts. They are lawyers of excellence, multi-disciplinary, specialists in cassation proceedings and highly ethical.

Le barreau de Paris, acteur majeur de l'arbitrage et de la médiation

Grâce à sa tradition d'accueil des avocats étrangers, le barreau de Paris a favorisé l'émergence d'une communauté dynamique de praticiens en arbitrage international. La présence d'avocats de toutes nationalités a fait de Paris un siège privilégié pour l'arbitrage dans de nombreuses conventions et compromis. Le barreau contribue à cette dynamique en proposant à l'Ecole de Formation du Barreau des formations pratiques à l'arbitrage, notamment à la «cross-examination», en complément des cursus universitaires de renommée internationale dédiés à l'arbitrage et aux modes alternatifs de règlement des différends (MARD).

L'élection d'un bâtonnier spécialisé en arbitrage et d'une vice-bâtonnière en médiation illustre l'essor de ces pratiques. Le barreau joue également un rôle clé dans le développement des MARD, notamment dans des domaines comme le droit de la famille ou le droit de la consommation, où la médiation offre une alternative précieuse au contentieux traditionnel. Partenaire de nombreuses initiatives œuvrant au rayonnement de ces pratiques, il soutient la Paris Arbitration Week.

The Paris Bar: A Leading Player in Arbitration and Mediation

With its tradition of welcoming foreign lawyers, the Paris Bar has fostered a dynamic community of international arbitration practitioners. The presence of lawyers from diverse backgrounds has made Paris a prime seat for arbitration under numerous treaties and agreements. The Paris Bar supports this momentum by offering practical arbitration training at the Paris Bar School, particularly in «cross-examination», complementing internationally renowned academic programs in arbitration and alternative dispute resolution (ADR).

The election of a Bar President specializing in arbitration and a Vice President in mediation highlights the growing importance of these practices. The Paris Bar also plays a key role in the development of ADR, especially in areas such as family law and consumer law, where mediation provides a valuable alternative to traditional litigation. As a partner in numerous initiatives promoting these practices, it supports the Paris Arbitration Week.



Les officiers publics et ministériels au service des parties

Le notaire français, au service de la sécurité juridique

En France, les parties peuvent décider d'avoir recours à un juriste officier public, le notaire, qui conseille les parties et les accompagne pour la rédaction et la signature de leurs contrats, ces derniers ayant alors la force d'une décision de justice de première instance ; ils seront directement exécutoires sans l'intervention d'un juge, et seront conservés sans limitation de durée. Près de 18 000 notaires exercent en France, dont 2100 à Paris répartis dans 516 offices.

Le notaire a une obligation d'impartialité à l'égard de l'ensemble des parties à l'acte ; soumis à une déontologie stricte, il appose sur les actes qu'il co-signe avec les parties le sceau de la République. Les actes des notaires sont entièrement dématérialisés.

Les notaires de Paris sont particulièrement actifs au sein de la capitale pour sécuriser les investissements étrangers et accompagner le développement du Grand Paris ; en 2024, ils ont été impliqués dans les montages juridiques et la rédaction des contrats pour les Jeux Olympiques et Paralympiques.

Le Centre de Médiation et d'Arbitrage des Notaires de Paris a pour vocation d'aider les parties à résoudre leurs litiges par la voie amiable et organise des manifestations visant à promouvoir les modes alternatifs de résolution des litiges.

La Chambre des notaires de Paris a fondé l'Association des notaires des métropoles européennes ; Lionel Galliez, notaire à Paris, préside actuellement l'Union internationale du notariat qui rassemble les professionnels de 92 pays.

Legal practitioners, public and ministerial officers at the service of the parties

The French civil law notary, at the service of legal certainty

In France, the parties can call on the services of a legal professional who is as well a public officer, the civil law notary, to advise and assist them in drawing up and signing their contracts. These notarial contracts have the power of a court decision of first instance, they are directly enforceable without the intervention of a judge, and are kept for an unlimited period. Nearly 18,000 notaries practise in France, including 2,100 in Paris spread over 516 offices.

Civil law notaries are bound by an obligation of impartiality towards all parties to the deed; subject to strict professional ethics, they affix the seal of the French Republic to the deeds they co-sign with the parties. Notaries' deeds are entirely dematerialised.

Paris notaries are particularly active in the capital, not only in securing foreign investment, but also in supporting the development of the Greater Paris Metropolis; in 2024, they were involved in both the legal arrangements and the drafting of contracts for the Olympic and Paralympic Games.

The Paris Notaries' Mediation and Arbitration Centre aims to help parties resolve their disputes amicably and organises events to promote alternative dispute resolution methods.

The Paris Chamber of Notaries has founded the Association of Notaries of European Metropolises; Lionel Galliez, notary in Paris, currently chairs the International Union of Notaries, which brings together professionals from 92 countries.

Le Centre de Médiation et d'Arbitrage des Notaires

Le Centre de Médiation et d'Arbitrage des Notaires de Paris organise le recours à la médiation ou à l'arbitrage en fixant les modalités d'intervention des médiateurs et/ou des arbitres et les règles applicables à ces procédures dans les domaines du droit de la famille, du droit immobilier, de la gestion de patrimoine ou encore du droit commercial et des affaires. Il assure la formation des médiateurs agréés et des arbitres inscrits sur des listes qu'il tient. Il œuvre enfin à la promotion et au développement de la médiation et de l'arbitrage à travers des partenariats et organise des manifestations, ateliers et séminaires visant à promouvoir les modes alternatifs de résolution des litiges.

The Mediation and Arbitration Center for Notaries

The Paris Notaries' Mediation and Arbitration Centre organises recourse to mediation or arbitration by setting out the terms and conditions for the intervention of mediators and/or arbitrators and the rules applicable to these procedures in the fields of family law, property law, asset management and commercial and business law. It provides training for approved mediators

and arbitrators which are on the lists it maintains. Finally, it works to promote and develop mediation and arbitration through partnerships and organises events, workshops and seminars to promote alternative dispute resolution.

Le commissaire de justice

Les commissaires de justice sont les acteurs de la sécurisation juridique dans les domaines aussi variés que la signification des actes, l'exécution des décisions de justice, le recouvrement de créances ou l'administration de la preuve par le constat.

Les commissaires de justice sont habilités à conduire des médiations à la fois de manière conventionnelle ou judiciaire. Leur formation spécifique favorise le dialogue pour structurer les échanges et parvenir à un accord final. Ils peuvent traiter de divers conflits, notamment ceux liés au voisinage ou aux impayés.

The Judicial commissioner

Judicial officers are the key players of legal certainty in areas as varied as service of documents, enforcement of court decisions, debt recovery or state of evidence.

Judicial officers are qualified to conduct both conventional and judicial mediation. Their specific training encourages dialogue to structure exchanges and reach a final agreement. They can deal with a variety of conflicts, particularly those relating to neighborhood, private property or unpaid bills.

Formations universitaires

L'École de droit de la Sorbonne de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne propose des formations de haut niveau en droit des affaires et de l'arbitrage, droit international et droit public des affaires en plein cœur du quartier latin à Paris. Ses enseignants-chercheurs forment aussi au droit international, droit européen et droit français des affaires au Caire, à Bucarest, à Buenos Aires, à Fès et à Doha.

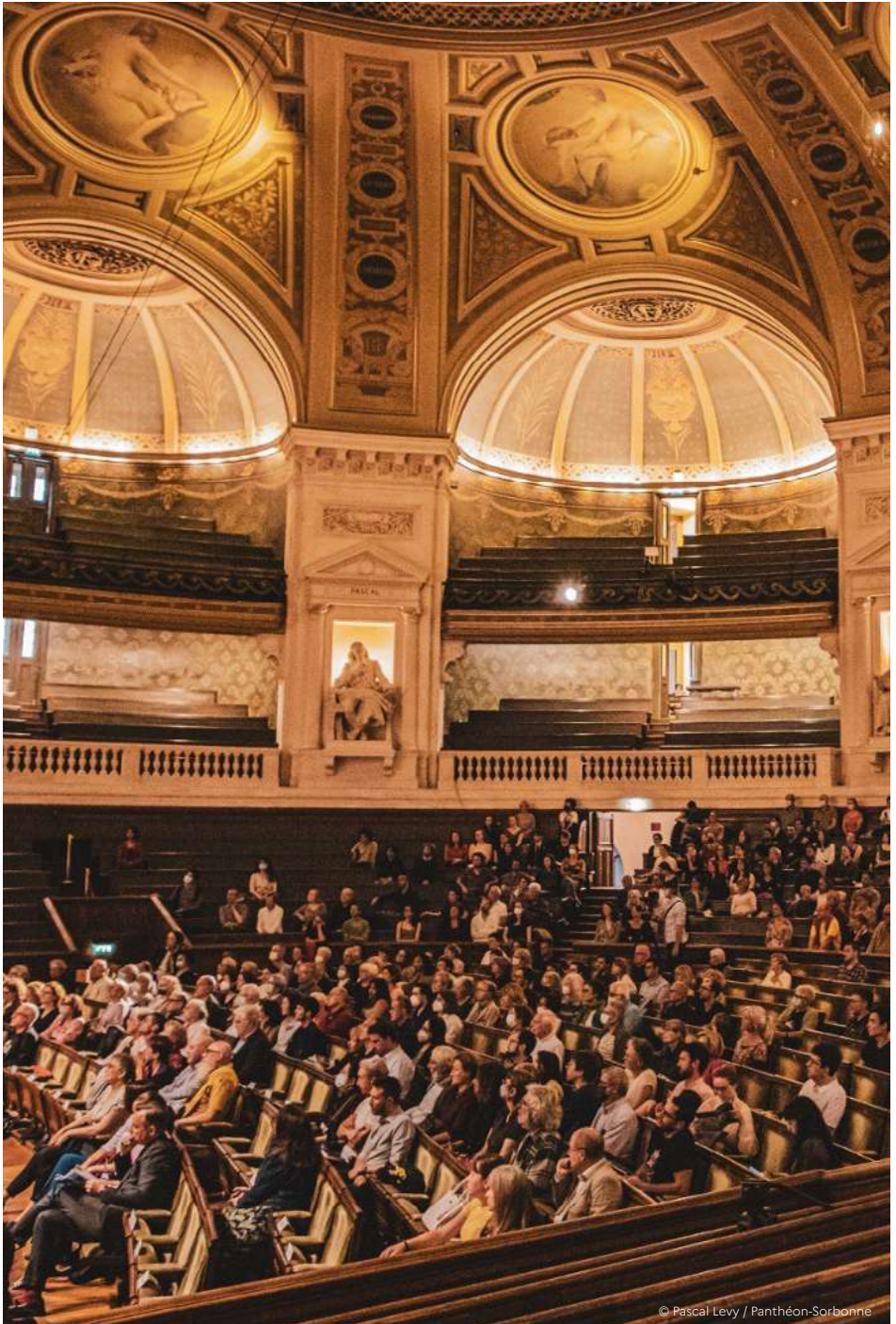
The Sorbonne Law School of Paris 1 Panthéon-Sorbonne University offers top-level education in Business Law and Arbitration Law, International Law and Public Business Law in the heart of the Latin Quarter in Paris. Its professors also provide education in International, European and French Business Law in Cairo, Bucharest, Buenos Aires, Fez and Doha.

L'Université Paris-Panthéon-Assas jouit d'une renommée mondiale pour son excellence académique, en particulier dans le domaine juridique. Elle offre à ses étudiants des opportunités professionnelles exceptionnelles, leur permettant d'accéder à des carrières prestigieuses tant en France qu'à l'étranger. Paris s'impose comme une place juridique de premier plan. L'Université Paris Panthéon-Assas renforce cette attractivité en formant l'élite en arbitrage et médiation. Acteur majeur de la politique de l'amicable en droit des affaires, elle contribue aux débats internationaux et à la Paris Arbitration Week 2025, avec un réseau mondial et plus de 3 000 étudiants internationaux.

The University Paris-Panthéon-Assas enjoys a global reputation for its academic excellence, particularly in the field of law. It offers its students exceptional professional opportunities, enabling them to access prestigious careers both in France and abroad. Paris stands as a leading legal hub. The University Paris-Panthéon-Assas enhances this attractiveness by training the elite in arbitration and mediation. As a key player in the development of amicable dispute resolution in business law, it actively contributes to international debates and the Paris Arbitration Week 2025, with a global network and more than 3,000 international students.

L'École de droit de Sciences Po forme des juristes de très haut niveau en s'appuyant sur une communauté pédagogique de premier plan et un réseau d'excellence international. Ses formations (masters, doctorats, LLM), attirant des étudiants du monde entier, préparent notamment à la pratique de l'arbitrage (LLM) ou de la médiation (formation continue).

Sciences Po Law School trains aspiring legal practitioners with a high-quality education, supported by a distinguished faculty and an extensive international network. Its graduate programs (Master's, Doctorate, LLM) attract students from around the world, offering specializations in arbitration (LLM) and mediation (Executive Education).



Formations professionnelles

Vocational training

L'École nationale de la magistrature forme les juges et procureurs français avant leur entrée en fonction puis tout au long de la carrière, au sein de ses sites parisiens et bordelais. À Paris, elle propose aux magistrats et professionnels judiciaires internationaux des formations continues en plusieurs langues. Les meilleurs experts, avocats, magistrats, enquêteurs, y échangent sur des thèmes internationaux à forts enjeux : propriété intellectuelle, arbitrage, intelligence artificielle, environnement, déontologie, lutte contre des menaces telles que le terrorisme, la corruption, la cybercriminalité. Ces discussions visent au renforcement de l'État de droit, à la construction d'une communauté judiciaire internationale et à un partage fluide de bonnes pratiques, au service de la confiance entre citoyens, acteurs politiques et économiques.

*The **National School for the Judiciary** trains French judges and prosecutors before taking office and throughout their careers, at its Paris and Bordeaux sites. In Paris, it offers international magistrates and legal professionals recognized and innovative continuing education programs, covering all areas of law in several languages. The best experts - lawyers, magistrates and investigators - exchange views on high-stakes topics in European and international law: intellectual property, arbitration, artificial intelligence, environmental ethics, and the fight against threats such as terrorism, corruption and cybercrime. These discussions aim to strengthen the rule of law, build an international judicial community and share best practices in these areas, in a way that fosters trust between citizens, political and economic players.*

L'École de Formation professionnelle des Barreaux du ressort de la cour d'appel de Paris, forme chaque année la moitié des 4000 élèves avocats de France dont une grande partie se spécialise en droit des affaires et international. Outre cette formation initiale, elle organise plus de 330 sessions de formation continue par an. Forte de son expertise pédagogique, l'EFB contribue par ailleurs à la coopération internationale dans le domaine de la formation, notamment en matière de droits fondamentaux et usage de l'IA par les avocats.

*The **Paris Bar School (EFB)** trains every year half of France's 4,000 trainee lawyers many of whom specialise in business and international law. In addition to this initial training, the school runs over 330 continuing education sessions a year. Thanks to its expertise, the EFB also contributes to international cooperation in the field of lawyer's training, particularly in fundamental rights and the use of AI by lawyers.*

L'Institut National de Formation Notariale dont le siège est à Paris et qui regroupe 16 sites d'enseignement en France est la grande école du notariat. Il forme les notaires de France et leurs collaborateurs et a noué plusieurs partenariats avec des universités étrangères pour favoriser les échanges internationaux. L'INFN Paris accueille ainsi 945 étudiants par an.

*The **National Institute for Notarial Training (INFN)**, headquartered in Paris and with 16 teaching sites in France, trains French notaries and their specialised staff ; it has set up several partnerships with foreign universities to encourage international exchanges. INFN Paris Centre welcomes 945 students every year.*



Contacts

Ministère de la Justice / Direction des affaires civiles et du sceau / Direction des affaires criminelles et des grâces / Délégation aux affaires européennes et internationales

www.justice.gouv.fr

Adresse contact :

dacs-cab@justice.gouv.fr

chef-cab.dacg@justice.gouv.fr

daei.sg@justice.gouv.fr

Ministère de l'Économie, des finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Ministry of Economy, Finance and Industrial and Digital Sovereignty

www.economie.gouv.fr

Adresse contact :

communication.dge@finances.gouv.fr

Ministère de l'Europe et des affaires étrangères / Ministry of Europe and Foreign Affairs

www.diplomatie.gouv.fr

Adresse contact :

presse.dcp@diplomatie.gouv.fr

sec.dgm-de-attract@diplomatie.gouv.fr

Cour de cassation

www.courdecassation.fr

Cour d'appel

www.cours-appel.justice.fr/paris

Tribunal judiciaire

www.tribunal-de-paris.justice.fr

Tribunal des activités économiques

www.tribunal-de-commerce-de-paris.fr

Paris Place de Droit

parisplacededroit.org

Paris Place d'Arbitrage

www.parisarbitration.com

Adresse contact :

contact@parisarbitration.com

ICC

www.iccwbo.org/dispute-resolution

Adresse contact :

icc@iccwbo.org

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, CIRDI / International Centre for Settlement of Investment Disputes, ICSID

www.icsid.worldbank.org

Adresse contact :

icsidsecretariat@worldbank.org

Cour Permanente d'Arbitrage / Permanent Court of Arbitration

www.pca-cpa.org

Adresse contact :

bureau@pca-cpa.org

Delos Dispute Resolution

www.delosdr.org

Adresse contact :
info@delosdr.org

Chambre Arbitrale Maritime de Paris

www.arbitrage-maritime.org

Adresse contact :
camp2@wanadoo.fr

Chambre Arbitrale Internationale de Paris

www.arbitrage.org

Paris-Île de France Capitale Économique

www.gp-investment-agency.com

Adresse contact :
contact@gp-investment-agency.com

Fondation pour le droit continental

Adresse contact :
contact@fondation-droitcontinental.org

Cercle Montesquieu

www.cercle-montesquieu.fr

Adresse contact :
contact@cercle-montesquieu.fr

AFJE

www.afje.org

Adresse contact :
contact@cercle-montesquieu.fr

UNIFAB

www.unifab.com

Adresse contact :
Ds@unifab.com

Conseil National des Barreaux

International@cnb.avocat.fr

Avocats Barreau de Paris

www.avocatparis.org

Adresse contact :
international@avocatparis.org

**Ordre des avocats au Conseil d'État
et à la Cour de cassation**

www.ordre-avocats-cassation.fr
contact@ordre-avocats-cassation.fr

Notaires

www.notaires.fr

Adresse contact :
csn@notaires.fr

Commissaire de justice

www.commissaire-justice.fr

École nationale de la magistrature

www.enm.justice.fr

Adresse contact :
enm-info-di@justice.fr

École de Formation des Avocats

www.efb.fr

Adresse contact :

communication@efb.fr

Université Panthéon Sorbonne

www.pantheonsorbonne.fr

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

12, place du Panthéon - 75005 Paris

Université Panthéon Assas

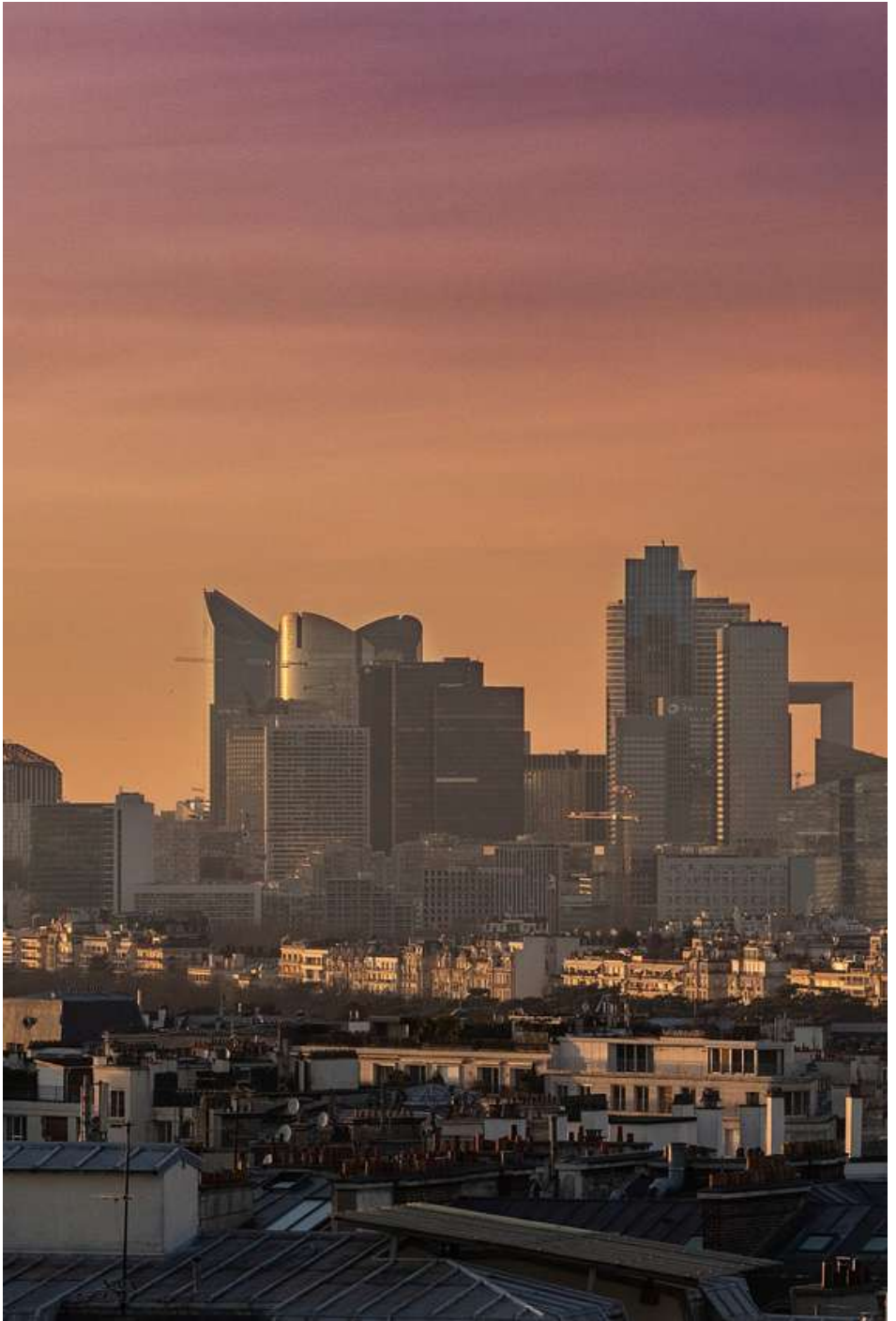
www.u-paris2.fr

Adresse contact :

presidence@u-paris2.fr

École de droit de Sciences Po

www.sciencespo.fr/ecole-droit/fr/





Contacts

Ministère de la Justice
/ Ministry of Justice

Max Brunner
max.brunner@justice.gouv.fr

**Service presse du ministère
de la Justice**
presse-justice@justice.gouv.fr

**Ministère de l'Économie,
des finances et de la
Souveraineté industrielle
et numérique**
*/ Ministry of Economy,
Finance and Industrial
and Digital Sovereignty*

communication.dge@
finances.gouv.fr

**Ministère de l'Europe
et des Affaires étrangères**
*/ Ministry of Europe
and Foreign Affairs*

**Service presse du ministère
de l'Europe et des Affaires
étrangères**
presse.dcp@diplomatie.gouv.fr

**Mission de l'attractivité et du
rayonnement économique**
sec.dgm-de-attract@diplomatie.
gouv.fr

